



Décision individuelle N° 2019-147

Pétitionnaire : SERHY Ingénierie

Adresse : 1 bis avenue de la Méditerranée, 81 240 SAINT AMANS SOULT

Nature de la demande : travaux en coeur de Parc national (nécessaires à la sécurité civile, à une activité autorisée et ayant pour objet l'extension limitée d'équipements d'intérêt général ou leur mise aux normes)

Intitulé du projet : aménagement du vallon du Cruos au niveau de la piste d'accès à la centrale hydroélectrique de Peyre-Blanche

Localisation : parcelles n°32, 45 et 46 section E commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée
lieu-dit Peyre Blanche

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7, 14 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 15, 18, 20, 27 et 28 d'application de la réglementation dans le cœur, ainsi que son annexe 5,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 07 juin 2018,

Vu la décision n°2018-206 du 12 juin 2018 autorisant l'entreprise SERHY à réaliser des travaux d'aménagement du vallon du Cruos au niveau de la piste d'accès à la centrale hydroélectrique de Peyre-Blanche,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 28 avril 2019 par l'entreprise SERHY,

Considérant que la demande porte sur le renouvellement de la décision n°2018-206 sus-visée, les travaux autorisés n'ayant pas pu être réalisés au cours de l'année 2018,

Considérant que la demande n'inclut aucune modification des caractéristiques du projets ou de ses modalités de mise en œuvre,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société SERHY- Société Hydroélectrique de l'Ariège et des Alpes, représenté par son gérant Monsieur LOUP Rémy est autorisé à réaliser travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour, au niveau des parcelles n°32, 45 et 46 section E commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée.

Les travaux ont pour objectif l'aménagement d'un enrochement à la confluence du vallon du Cruos et de la piste d'accès à la centrale hydroélectrique de Peyre-Blanque.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le bénéficiaire associera les services du Parc national à une visite sur site, préalable au lancement des travaux afin de s'assurer que les aires de stockage et les installations de chantier prévues sont correctement positionnées en dehors des zones à enjeux naturalistes (rives du torrent de Mollières, habitats d'intérêt communautaire).

2.2. Aucun balisage à la peinture, même « biodégradable » n'est autorisé. Tous les dispositifs de signalisation ou balisage seront réalisés exclusivement à l'aide de matériaux entièrement amovibles de type rubalise, panonceaux montés sur piquet, etc. Ce balisage sera intégralement retiré en fin de chantier.

2.3. Tel que prévu à la demande, aucun apport de blocs de nature géologique différente et/ou en provenance de l'extérieur du cœur du Parc national n'est autorisé.

2.4. Les travaux devront être réalisés uniquement en-dehors des périodes de précipitations ; la pose du ciment devra intervenir sur un créneau météorologique limitant tout risque de lessivage après application ou accompagnée d'un dispositif d'étanchéification du site avec récolte des eaux de ruissellement.

2.5. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution.

2.6. Les eaux de lavage des engins et des ouvrages seront décantées puis évacuées dans le milieu naturel. Les résidus de décantation seront collectés et évacués au titre des déchets de chantier. Le matériau de sablage sera également collecté et évacué.

2.7. L'intégralité des résidus de matériaux et des déchets de la vie quotidienne (y compris mégots de cigarette) devra être collecté et évacué en-dehors du cœur de parc.

2.8. Pour les besoins exclusifs des travaux définis à l'article 1, la présente décision vaut autorisation de circulation et de stationnement sur la piste de Peyre-Blanque et sur l'emprise du chantier, au bénéfice des véhicules et engins de chantier.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter du 1^{er} juin jusqu'au 31 octobre 2019.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 14 mai 2019



Le Directeur-adjoint

Laurent SCHEYER

Copie :

- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.